

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES ANNUELS**

**LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT – F.O.L. 85  
FEDERATION des ŒUVRES LAIQUES de Vendée**  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

41, rue Monge  
**LA ROCHE SUR YON (Vendée)**

**LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT – F.O.L. 85**  
**FEDERATION des ŒUVRES LAIQUES de Vendée**  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
41, rue Monge  
**LA ROCHE-sur-YON (Vendée)**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT –  
F.O.L. 85

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes annuels

## A l'Assemblée Générale de l'Association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT – F.O.L. 85,

### I. OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT – F.O.L. 85 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### II. FONDEMENT DE L'OPINION

---

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### III. OBSERVATION

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.2 Méthode d'évaluation » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de la première application du règlement ANC n° 2022-06.

#### **IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « 2.2.4 Créances » de l'annexe des comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des créances de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans cette note et leur correcte application.

#### **V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

##### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

#### **VI. RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon  
le 8 juin 2026  
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU  
CHRISTOPHE POISSONNET

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT –  
F.O.L. 85

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes annuels

## COMPTES ANNUELS

---

	Brut	Amortissement et provisions	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	7 355	7 355	0	0
Immobilisations incorporelles en cours, avanc...				
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	119 037	25 688	93 349	95 249
Constructions	1 983 738	1 007 954	975 784	916 149
Install. techniques, matériels et outillages indus.	293 510	206 841	86 669	91 653
Immobilisations corporelles en cours, avances...				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières :</b>				
Participations	1 176		1 176	1 176
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	400		400	400
Prêts	7 500		7 500	12 250
Autres immobilisations financières	15 230		15 230	16 130
<b>TOTAL (II)</b>	<b>2 427 946</b>	<b>1 247 838</b>	<b>1 180 108</b>	<b>1 133 007</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances :</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	462 097	5 354	456 743	451 121
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	104 950		104 950	166 251
Charges constatées d'avance	39 984		39 984	28 207
<b>Valeurs mobilières de placement :</b>				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
<b>Disponibilités</b>	<b>1 528 337</b>		<b>1 528 337</b>	<b>1 601 364</b>
<b>TOTAL (III)</b>	<b>2 135 367</b>	<b>5 354</b>	<b>2 130 013</b>	<b>2 246 943</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation Actif (...)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 563 313</b>	<b>1 253 192</b>	<b>3 310 121</b>	<b>3 379 950</b>



	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise :</b>		
Fonds propres statutaires	43 998	43 998
Fonds propres complémentaires	146 608	146 608
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	236 178	239 178
Autres		
Report à nouveau	1 293 425	1 272 691
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>17 574</b>	<b>20 734</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>1 737 783</b>	<b>1 723 209</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	9 500	
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>1 747 283</b>	<b>1 723 209</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		1 579
<b>TOTAL II</b>		<b>1 579</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	111 116	107 551
Provisions pour charges		
<b>TOTAL III</b>	<b>111 116</b>	<b>107 551</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	742 879	747 955
Emprunts et dettes financières diverses	2 021	2 091
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	107 911	173 006
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	131 021	143 709
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 429	22 864
Autres dettes	322 419	323 676
Produits constatés d'avance	140 043	134 309
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 451 723</b>	<b>1 547 610</b>
Écarts de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>3 310 121</b>	<b>3 379 950</b>

	Exercice au 31/12/2025	Exercice au 31/12/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	79 729	103 744
<b>Ventes de biens et services</b>		
Ventes de biens	6 511	374
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 970 272	2 126 913
dont parrainages		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	372 031	402 079
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
Dons manuels	6 127	4 742
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	650	24 472
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	190	
Utilisations des fonds dédiés	1 579	5 798
Autres produits	124 293	81 989
<b>Total I</b>	<b>2 561 383</b>	<b>2 750 110</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	315	379
Variation de stock		
Autres achats et charges externes (2)	1 031 515	1 124 074
Aides financières	-3	38 145
Impôts, taxes et versements assimilés	87 512	94 250
Salaires	942 058	1 013 449
Cotisations sociales	260 198	276 070
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	91 552	64 742
Dotations aux provisions	3 565	14 481
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	122 109	88 128
<b>Total II</b>	<b>2 538 821</b>	<b>2 713 719</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>22 562</b>	<b>36 391</b>

	Exercice au 31/12/2025	Exercice au 31/12/2024
<b>1. REPORT RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>22 562</b>	<b>36 391</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS :</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	24 403	22 041
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total III</b>	<b>24 403</b>	<b>22 041</b>
<b>CHARGES FINANCIERES :</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	29 392	16 245
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésor...		
<b>Total IV</b>	<b>29 392</b>	<b>16 245</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-4 989</b>	<b>5 796</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>17 574</b>	<b>42 187</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		8 507
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		29 960
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>-21 453</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>2 585 786</b>	<b>2 780 658</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>2 568 213</b>	<b>2 759 924</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>17 574</b>	<b>20 734</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

# ANNEXE



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

### **I - Présentation et faits caractéristiques**

L'association Fédération des Oeuvres Laiques de la Vendée a pour objet social :

- de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes
- de favoriser l'épanouissement le plus large des personnes
- proposer un accès à tous à l'éducation, la formation, la vie professionnelle, la culture, la communication, le sport, les vacances et aux loisirs

Pour mettre en oeuvre cette mission, l'association organise des services éducatifs, sociaux et culturels, des voyages et séjours de vacances, des activités sportives et de loisirs, d'actions de formation et d'insertion...

Les contributions volontaires en nature ne sont pas considérées comme significatives. L'association a décidé de ne pas les comptabiliser.

### **II - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

#### **2.1 - Principes généraux**

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation. Ils ont été établis conformément aux règles comptables suivant les prescriptions du règlement ANC N°2018-06 relatif au Plan Comptable Général mis à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes, notamment les règlements ANC N°2022-06 du 4 novembre 2022 et ANC N°2023-03 du 7 juillet 2023.

L'évaluation des éléments inscrits est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les modalités d'exploitation entre la date de clôture et la fin de nos travaux permettent de présumer de la continuité d'exploitation.

#### **2.2 - Méthode d'évaluation**

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC N°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Par simplification, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat de l'exercice précédent sont présentés, dans la colonne « Exercice N-1 », dans les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements).



### **2.2.1 - Immobilisations incorporelles**

Les brevets et licences sont inscrits en immobilisations incorporelles et amortis sur une durée de vie moyenne de 3 ans.

### **2.2.2 - Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations qui est en général :

- constructions : linéaire ou dégressif entre 20 ans et 50 ans
- installations techniques matériel et outillage : linéaire sur 5 ans
- mobilier : linéaire entre 1 et 10 ans
- matériel de transport : linéaire entre 2 et 5 ans
- agencements : linéaire sur 10 ans
- matériel de bureau et informatique : linéaire ou dégressif de 1 à 4 ans.

### **2.2.3 - Immobilisations financières**

Les titres de participation, les créances rattachées aux participations, les prêts, dépôts et cautionnements et autres créances immobilisées sont comptabilisés à leur coût historique. Si la valeur d'usage ou la valeur du marché est inférieure au coût historique, une dépréciation est constatée.

### **2.2.4 - Créances**

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Les créances douteuses ont été dépréciées par voie de provision, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.



### **2.2.5 - Engagement en matière de retraite**

La Fédération des Oeuvres Laiques de Vendée n'a pris aucun engagement en matière de complément de pensions, retraite ou indemnités assimilées. Sa convention collective prévoit le versement d'une indemnité de départ en retraite pour le personnel en activité, selon son ancienneté.

L'engagement de retraite est calculé à partir du salaire moyen annuel 2025 compte tenu de l'ancienneté acquise à l'âge de 64 ans, pondérée des chances de survie et de l'incidence du turn over, en tenant compte d'une actualisation de 3.6 % et une inflation de 3%.

Les droits potentiels acquis par les salariés affectés à la Fédération des Oeuvres Laiques de Vendée ont été provisionnés et figurent dans les provisions pour risques et charges à hauteur de 111 116 € (salaire et charges).

## **III - COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT**

### **3.1 - Notes sur le bilan actif**

#### **3.1.1 - État de l'actif immobilisé**

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit :

Libellés	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Fin d'exercice
Frais d'établissement	11 800		11 800	
Immobilisations incorporelles	8 324		968	7 355
Immobilisations corporelles	2 554 193	144 305	302 213	2 396 285
Immobilisations financières	29 956		5 650	24 306
<b>TOTAL</b>	<b>2 604 272</b>	<b>144 305</b>	<b>320 631</b>	<b>2 427 946</b>

#### **3.1.2 - État des amortissements**

Les variations des amortissements se présentent de la façon suivante :

Libellés	Valeur brute début de l'exercice	Dotations	Reprises	Valeur brute fin de l'exercice
Frais d'établissement	11 800		11 800	
Immobilisations incorporelles	8 324		968	7 355
Immobilisations corporelles	1 451 142	91 552	302 213	1 240 483
<b>TOTAL</b>	<b>1 471 265</b>	<b>91 552</b>	<b>314 981</b>	<b>1 247 838</b>

### 3.1.3 - État des créances sur actif circulant et immobilisé à la clôture de l'exercice

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 593 779 € et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	24 306		24 306
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances clients et comptes rattachés	462 097	462 097	
Autres	67 393	67 393	
Groupe			
Charges constatées d'avance	39 984	39 984	
<b>TOTAL</b>	<b>593 779</b>	<b>569 474</b>	<b>24 306</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

### 3.1.4 - Comptes de régularisation

#### 3.1.4.1 - Produits à recevoir

Ils sont répartis dans les postes suivants :



FACTURE A ETABLIR

**57 786**

BANQUES - PRODUITS A RECEVOIR

**16 316**

**TOTAL .....**

**74 102**

### 3.1.4.2 - Charges constatées d'avance (compte 486)

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice s'élèvent à 39 984 €.

Elles correspondent, par nature, à des éléments qui concernent des charges ou des services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

## 3.2 - Notes sur le bilan passif

### 3.2.1 - FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	190 606				190 606
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	239 178		8 297	11 297	236 178
Report à nouveau	1 272 691	20 734			1 293 425
Excédent ou déficit de l'exercice	20 734	-20 734	17 574		17 574
<b>Situation nette</b>	<b>1 723 209</b>		<b>25 870</b>	<b>11 297</b>	<b>1 737 783</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement			10 000	500	9 500
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>1 723 209</b>		<b>35 870</b>	<b>11 797</b>	<b>1 747 283</b>

### 3.2.2 - État des échéances des dettes

Le total des dettes, à la clôture de l'exercice, s'élève à 1 451 723 €. Il comprend à hauteur de 744 900 €, des emprunts et dettes financières, dont les échéances sont les suivantes :

- à un an au plus

**33 119**

- à plus d'un an et cinq ans au plus

**130 467**

- à plus de cinq ans

**581 313**

Toutes les autres dettes d'un montant de 706 823 € ont une échéance inférieure à un an.

### 3.2.3 - État des provisions

Désignations	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice utilisées	Reprises de l'exercice non utilisées	31/12/2025
<b>Provisions pour risques</b>					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Autres provisions pour risques					
<b>Provisions pour charges</b>					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
IDR	107 551	3 565			111 116
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour créances clients	6 005		650		5 355
fonds dédiés	1 579		1 579		
<b>TOTAL</b>	<b>115 135</b>	<b>3 565</b>	<b>2 229</b>		<b>116 471</b>

### **3.2.4 - Charges à payer**

INTERETS COURUS	2 021
FACTURES NON PARVENUES	22 021
PROVISION CP - BRUT	47 375
PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER	5 558
UNIFORMATION	4 231
PROVISION CP - COTISATIONS	20 040
ETAT - CHARGES A PAYER	6 839
UFOLEP	19 701
CHARGES A PAYER	750
ADHESIONS ALICIA	255

<b>TOTAL .....</b>	<b>128 791</b>
--------------------	----------------

### **3.3 - Notes sur le compte de résultat et renseignements divers**

#### **3.3.1 - Honoraires commissaires aux comptes**

Honoraires afférents à la certification des comptes	6 960
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	

### **3.4 - Engagements financiers et autres informations**

#### **3.4.1 - Dettes garanties par des sûretés réelles**

- emprunts et dettes auprès des établissements	742 879
--	---------

Organisme / Banque	Nature Dette	Montant Nominal	Montant Restant Dû	Nature Sûreté
Crédit Coopératif	EMPRUNT EXTENSION BATIMENT	750 000	722 879	Hypothèques
PDL	REGION PDL / TRAVAUX LE VIEIL	20 000	20 000	

#### **3.4.2 - Engagement hors bilan**

- Engagements donnés : Hypothèque : 750 000 €

### **3.4.3 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice**

Néant.

### **3.5 - Autres informations selon les tableaux ci-joints**

- Tableau des emprunts